Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 22 février 2002
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Inégalité de la richesse,** 1984 à 1999 — 3
  La valeur nette médiane de toutes les familles a augmenté d'environ 10 % de 1984 à 1999, mais cette hausse n'a pas touché les familles de façon égale. Par exemple, la valeur nette médiane chez les jeunes couples ayant des enfants a chuté de 30 %, selon une nouvelle étude fondée sur l'Enquête sur les avoirs et les dettes de 1984 et sur l'Enquête sur la sécurité financière de 1999.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes de gaz naturel, décembre 2001 — 6

Exode des agriculteurs, 1999 à 2001 — 6

Livraisons des principales céréales, janvier 2002 — 8

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de février 2002

Le numéro de février 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, diffusé aujourd'hui, comprend deux articles.

L'article intitulé «Inégalité de la richesse» se veut le complément du communiqué principal sur la répartition de la richesse, diffusé aujourd'hui dans *Le Quotidien*. L'article, qui constitue une version abrégée du document de recherche, est offert gratuitement en format PDF. Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608 (*rene.morissette@statcan.ca*), Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

L'article intitulé «Exode des agriculteurs» permet d'examiner, à partir de l'Enquête sur la population active, certains des facteurs qui sous-tendent possiblement les baisses récentes de l'emploi agricole. Pour plus de renseignements, communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 (*geoff.bowlby@statcan.ca*), Division de la statistique du travail.

Le numéro en ligne de février 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n° 2 (75-001-XIF, 5 $ / 48 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (*henry.pold@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

NOUVEAUX PRODUITS 9

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 11

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 25 février au 1er mars 12

CD-ROM de la Revue chronologique de la population active

1976 à 2001

Le CD-ROM de la *Revue chronologique de la population active* est un outil facile à utiliser qui vous permet de découvrir facilement les tendances du marché du travail en quelques secondes. Ce produit, offert de façon annuelle, constitue une base de données détaillée qui comprend des estimations de l'Enquête sur la population active. Il contient des milliers de séries croisées qui s'étendent sur plus de deux décennies. Les 120 tableaux mensuels et annuels portent sur un éventail de sujets: l'activité sur le marché du travail selon les caractéristiques démographiques, le niveau de scolarité et les caractéristiques familiales, les tendances sur le marché du travail des régions métropolitaines, les niveaux d'emploi et de chômage dans les régions économiques, des estimations selon les secteurs et les professions, les salaires et les effectifs syndicaux et encore davantage.

Ce produit vous permet de visualiser les tendances, de chercher, de localiser, de créer vos propres graphiques, d'imprimer et d'utiliser exactement et rapidement les données qu'il vous faut. Concentrez avec efficacité vos recherches liées au marché du travail à l'aide d'une ressource unique.

Le CD-ROM de la *Revue chronologique de la population active*, 2001 (71F0004XCB, 195 $) est maintenant en vente. Des prix de réseau et de gros sont disponibles sur demande. Pour commander cette nouvelle édition, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou commandez simplement par courrier électronique (*order@statcan.ca*).

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle de la Division de la statistique du travail au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*), ou consultez le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À partir du module *Le Canada en statistiques*, sous la rubrique *Société*, cliquez sur *Travail, emploi et chômage*, puis sur la bannière annonçant ce produit.

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Inégalité de la richesse

1984 à 1999

La valeur nette médiane de toutes les familles a augmenté d'environ 10 % de 1984 à 1999, mais cette hausse n'a pas touché les familles de façon égale. Par exemple, la valeur nette médiane chez les jeunes couples ayant des enfants a chuté de 30 %, selon une nouvelle étude fondée sur l'Enquête sur les avoirs et les dettes de 1984 et sur l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 1999.

Le déclin marqué de la valeur nette chez les jeunes familles avec enfants pendant cette période de 15 ans suppose que certaines d'entre elles ont peut-être relativement peu d'avoirs financiers leur permettant d'absorber les chocs en période de stress économique, comme lors de la perte d'un emploi.

La valeur nette représente le montant dont une personne ou une famille disposerait après la vente de tous les avoirs, tels que la résidence, les actions et la somme investie dans un régime d'épargne-retraite, et le remboursement de toutes les dettes, telles que l'hypothèque, le prêt automobile et le prêt étudiant. Les termes valeur nette et richesse sont utilisés sans distinction.

En 1984, les jeunes familles avec enfants, dont le soutien économique principal était âgé entre 25 et 34 ans, ont affiché une valeur nette médiane de 44 000 $, selon l'Enquête sur les avoirs et les dettes. En 1999, l'ESF a permis de montrer que cette valeur nette avait reculé de 30 % pour se fixer à 30 800 $.

Certaines de ces familles ont connu une situation encore pire. La proportion de ce groupe dont la valeur nette était nulle ou négative (c'est-à-dire que le total de leurs avoirs était moindre ou égal au total de leurs dettes) s'est accrue, passant de 10 % en 1984 à 16 % en 1999.

Bien que leur importance relative soit inconnue, certains facteurs ont pu contribuer au repli de la richesse médiane de ces jeunes familles. Premièrement, les jeunes passent maintenant plus de temps aux études que leurs homologues du milieu des années 1980 avant d'entrer sur le marché du travail à temps plein. Cela diminue le nombre d'années pendant lesquelles ils peuvent gagner un revenu important et accumuler des économies.

Deuxièmement, les gains réels des jeunes hommes étaient moins élevés à la fin des années 1990 qu'au début des années 1980.

Afin de pouvoir comparer le concept de richesse entre les deux enquêtes, on a exclu des données de 1999 la valeur des éléments suivants étant donné qu'ils n'étaient pas compris dans l'enquête de 1984: le contenu de la résidence, les objets de valeur et de collection, les rentes, les fonds enregistrés de revenu de retraite et les régimes de retraite.

Ainsi, l'ESF a permis d'établir que la valeur nette médiane de toutes les familles canadiennes, estimées à 12,2 millions en 1999, se chiffrait à environ 64 600 $. La moitié de l'ensemble des familles affichait une valeur nette supérieure à ce montant, et l'autre moitié, une valeur inférieure.

L'ESF est la première enquête sur les avoirs et les dettes menée par Statistique Canada depuis 1984. L'enquête, qui comprenait environ 16 000 ménages répondants, a permis de recueillir des renseignements sur les avoirs et les dettes des familles de mai à juillet 1999. Elle a permis d'obtenir des données sur la valeur de tous les principaux avoirs financiers et non financiers et sur la somme due quant à l'hypothèque, au véhicule, aux cartes de crédit, au prêt étudiant et aux autres dettes.

L'inégalité de la richesse s'est accrue

L'étude montre que l'inégalité de la richesse s'est accrue parmi les divers types de familles de 1984 à 1999.

Alors que la richesse médiane des jeunes familles a fléchi de façon marquée, d'autres groupes de familles

Note aux lecteurs

Cet article est fondé sur le document de recherche L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999*, diffusé aujourd'hui.*

À partir de l'Enquête sur les avoirs et les dettes de 1984 et de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999, l'étude permet d'examiner les changements dans l'inégalité de la richesse survenus de 1984 à 1999. Afin de pouvoir comparer le concept de richesse entre les deux enquêtes, on a exclu des données de 1999 la valeur des éléments suivants étant donné qu'ils n'étaient pas compris dans l'enquête de 1984: le contenu de la résidence, les objets de valeur et de collection, les rentes et les fonds enregistrés de revenu de retraite.

Le concept de la ***richesse*** *dont il est question dans ce communiqué exclut la valeur des régimes de pension publics et privés liés au travail.*

Les ***familles*** *comprennent les personnes seules.*

Les termes ***valeur nette*** *et* ***richesse*** *sont utilisés sans distinction. Les familles dont la valeur nette est nulle ou négative sont celles dont le total des avoirs est moindre ou égal au total des dettes.*

Les chiffres relatifs à la richesse présentés dans ce communiqué sont en dollars constants de 1999 et sont corrigés en fonction de l'inflation.

Des données plus détaillées tirées de l'Enquête sur la sécurité financière ont paru dans Le Quotidien *du 15 mars 2001 et dans celui du 14 décembre 2001.*

ont enregistré une croissance importante de la richesse, par exemple les familles dont le soutien économique principal était un diplômé universitaire ou était âgé de 65 ans ou plus.

En 1999, les familles dont le soutien économique principal était un diplômé universitaire avaient une valeur nette médiane de 118 000 $, en hausse de 18 % par rapport à 1984. De même, au cours de cette période de 15 ans, la valeur nette médiane a grimpé de 56 % pour s'établir à 126 000 $ chez les familles dont le soutien économique principal était âgé de 65 ans ou plus.

L'enquête classe les familles selon dix déciles, de la valeur nette la moins élevée à celle la plus élevée. La richesse médiane a diminué dans les trois déciles inférieurs de la répartition de la richesse, alors qu'elle s'est accentuée d'au moins 30 % dans les trois déciles supérieurs. De plus, seules les familles se situant dans les deux déciles supérieurs ont augmenté leur part de la valeur nette totale.

L'inégalité de la richesse n'a pas crû uniformément dans tous les types de familles. Elle s'est amplifiée beaucoup plus chez les couples ayant des enfants et les familles monoparentales que chez les personnes seules et les couples sans enfant.

Les immigrants récents ont perdu du terrain au chapitre de la valeur nette

Les familles dont le soutien économique principal était un nouveau venu sur le marché du travail (c'est-à-dire une jeune personne ou un immigrant récent) ont perdu du terrain par rapport aux familles plus âgées.

La richesse médiane a chuté d'environ 25 % chez les familles immigrantes habitant au Canada depuis moins de dix ans. Toutefois, elle a progressé chez les familles nées au Canada et les familles immigrantes habitant au Canada depuis 20 ans ou plus.

Chez les familles dont le soutien économique principal était âgé entre 25 et 34 ans (ayant ou non des enfants), il est peu probable que le déclin de la richesse médiane soit attribuable uniquement à une diminution du revenu médian après impôt. La richesse médiane a reculé de 36 %, alors que le revenu médian après impôt n'a baissé que de 7 %.

Par contre, la forte augmentation de la richesse médiane des personnes âgées tient probablement à une combinaison de facteurs: des héritages possiblement plus considérables reçus par les familles en 1999 comparativement à 1984, un revenu plus élevé provenant de régimes de pensions, du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec et de la Sécurité de la vieillesse.

Le vieillissement a une incidence sur la répartition de la richesse

Le vieillissement de la population de 1984 à 1999 a eu deux incidences importantes, soit une tendance à accroître la richesse moyenne des Canadiens et à une tendance à réduire l'inégalité de la richesse.

De 1984 à 1999, la richesse moyenne de l'ensemble des familles s'est accrue de 37 %. Chez les familles excluant celles se situant dans la tranche supérieure de 5 % de la répartition de la richesse, la richesse moyenne a augmenté de 28 %.

Étant donné que les familles plus âgées ont eu davantage de temps que leurs homologues plus jeunes pour accumuler des économies, une partie de la hausse de la richesse moyenne enregistrée de 1984 à 1999 peut être attribuable au vieillissement des familles. En fait, l'étude montre que de 30 % à 39 % de la croissance de la richesse moyenne peut être attribuable à ce vieillissement.

Le vieillissement de la population a également influé sur la répartition de la richesse. Le vieillissement a réduit l'importance relative des jeunes familles dont la richesse est inférieure à la moyenne et a augmenté l'importance relative des familles se situant près du milieu de la répartition de la richesse. Par conséquent, il a eu tendance à mieux répartir la richesse. En l'absence du facteur du vieillissement, l'inégalité de la richesse aurait crû davantage qu'elle ne l'a fait en réalité.

De plus, l'inégalité de la richesse s'est accrue au sein de groupes d'âge donnés. Cela suggère que des facteurs autres que les changements dans la structure d'âge ont touché la répartition de la richesse de 1984 à 1999.

Raisons possibles de la croissance de l'inégalité de la richesse

Les raisons de la croissance de l'inégalité de la richesse sont présentement inconnues. Alors que les données ne permettent pas de les quantifier, plusieurs facteurs peuvent avoir élargi l'écart entre les familles riches et les familles plus pauvres.

Premièrement, l'expansion du marché boursier des années 1990 a probablement contribué à la réévaluation rapide des avoirs financiers, qui sont détenus surtout par les familles au sommet de la répartition de la richesse.

Deuxièmement, l'accès plus facile au crédit ou des changements dans les préférences ont peut-être amené certaines familles dont le niveau de richesse était faible à s'endetter pour financer leurs dépenses, ce qui a diminué leur valeur nette.

Troisièmement, les cotisations accrues aux régimes enregistrés d'épargne-retraite des familles se situant

dans la tranche du milieu de la répartition de la richesse ont peut-être contribué à accroître l'écart entre ces familles et les familles plus pauvres.

Quatrièmement, les différences entre les familles dont le niveau de richesse était faible et celles dont le niveau était élevé au chapitre de la croissance des héritages et des transferts des parents à leurs enfants adultes (par exemple, le financement des études ou le versement initial sur une maison par les parents) peuvent aussi avoir joué un rôle.

Le document de recherche *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999*, n° 187 (11F0019MIF, gratuit) est maintenant offert dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À partir de la page *Nos produits et services*, cliquez sur *Documents de recherche (gratuits)*, puis *Conditions sociales*.

Une version abrégée est disponible dans le numéro en ligne de février 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n° 2 (75-001-XIF, 5 $ / 48 $), diffusé également aujourd'hui. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608. On peut commander une version imprimée en communiquant avec Hélène Lamadeleine au (613) 951-5231.

Pour des renseignements généraux ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes de gaz naturel

Décembre 2001 (données provisoires)

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 7 088 millions de mètres cubes en décembre, en baisse de 14,2 % comparativement à décembre 2000. Les trois secteurs (résidentiel, commercial et industriel) ont enregistré des baisses. Un temps plus doux que la normale partout au pays a contribué à la chute des ventes destinées aux secteurs résidentiel (-24,9 %) et commercial (-24,5 %). Les ventes destinées au secteur industriel (y compris les ventes directes) ont fléchi de 4,3 % comparativement à décembre 2000.

Les ventes cumulatives de janvier à décembre ont fléchi de 6,7 % comparativement à la même période en 2000. Les ventes destinées au secteur résidentiel ont chuté de 10,8 %, tandis que celles destinées au secteur commercial ont diminué de 7,9 % en raison d'un temps plus doux durant la période de chauffage en 2001. Les ventes destinées au secteur industriel (y compris les ventes directes) ont fléchi de 5,2 % comparativement à la même période en 2000, en raison surtout d'une demande moins élevée.

Ventes de gaz naturel

	Déc. 2001[p]	Déc. 2000	Déc. 2000 à déc. 2001
	milliers de mètres cubes		var. en %
Ventes totales	**7 087 513**	**8 261 137**	**-14,2**
Résidentielles	1 757 923	2 340 381	-24,9
Commerciales	1 260 030	1 668 320	-24,5
Industrielles	1 740 700	2 009 981	-4,3
Directes	2 328 860	2 242 455	
	données cumulatives		
	2001[p]	2000	2000 à 2001
	milliers de mètres cubes		var. en %
Ventes totales	**66 819 309**	**71 655 996**	**-6,7**
Résidentielles	13 500 305	15 128 471	-10,8
Commerciales	9 843 633	10 685 937	-7,9
Industrielles	19 039 969	22 042 269	-5,2
Directes	24 435 402	23 799 319	

[p] *Données provisoires.*

Données stockées dans CANSIM: tableaux 129-0001 à 129-0004.

Le numéro de décembre 2001 de *Transport et distribution du gaz naturel* (55-002-XIB, 13 $ / 125 $) paraîtra en mars. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Svab au (613) 951-7382 (*john.svab@statcan.ca*) ou avec Tom Lewis au (613) 951-3596 (*tom.lewis@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Exode des agriculteurs

1999 à 2001

À la fin de 2001, 313 000 personnes (nombre estimatif) occupaient un emploi principal en agriculture, en baisse de 26 % par rapport au niveau de 1998. Il s'agit du repli le plus important depuis environ 35 ans, selon les données de l'Enquête sur la population active.

L'emploi agricole a fléchi dans tout le pays, mais certaines provinces ont été plus durement touchées, soit l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario, où l'emploi agricole comme activité principale a reculé de 30 % ou plus de 1998 à 2001.

La baisse de l'emploi agricole a été plus marquée chez les agriculteurs indépendants sans employés. Ces agriculteurs sont plus susceptibles de posséder de petites fermes qui sont maintenant exploitées en tant qu'activité secondaire, causant une partie du déclin de l'emploi principal.

L'affaiblissement marqué de l'emploi agricole comme activité principale au cours des dernières années ne s'est pas traduit par un abandon en masse des terres agricoles. En fait, le nombre d'hectares exploités pour les grandes cultures n'a jamais été aussi élevé qu'en 2001. La production de viande de volaille, d'oeufs et de lait a également progressé au cours des dernières années. Toutefois, la production bovine et la production porcine ont affiché un léger repli de 1999 à 2001.

De nombreuses raisons, parfois étroitement liées, peuvent expliquer la diminution marquée de l'emploi agricole en tant qu'activité principale au Canada sans qu'il y ait eu un abandon considérable des terres agricoles ou de fortes baisses de certains des principaux

produits agricoles. Les fermes moins nombreuses mais plus importantes et la hausse de la productivité agricole expliquent en partie ce phénomène. De plus, les meilleures perspectives d'emploi hors ferme sont susceptibles d'entraîner une croissance de l'exploitation de fermes en tant qu'activité secondaire (dans l'Enquête sur la population active, la mesure de l'emploi agricole se rapporte à l'emploi principal). Enfin, plusieurs conjoints et enfants d'exploitants agricoles sont attirés par le travail hors ferme.

Il existe une relation historique entre le nombre de fermes et l'emploi agricole comme activité principale. Le nombre de fermes a fléchi de façon marquée de 1951 à 1976, puis a continué à diminuer à un rythme plus lent durant le reste du siècle, suivant ainsi une courbe similaire à celle de l'emploi agricole.

Les tendances passées montrent une corrélation non seulement entre le nombre de fermes et l'emploi agricole à titre d'activité principale, mais également entre l'emploi agricole comme activité principale et la productivité agricole. Au milieu des années 1990, avant le fléchissement de l'emploi agricole, une forte augmentation de nouveaux investissements au chapitre des fermes et de la machinerie s'est produite, ce qui a donné lieu à une certaine substitution de la main-d'oeuvre par le capital. En raison des investissements agricoles, la valeur totale de la machinerie et du matériel agricoles a commencé à croître de façon marquée en 1994. En 2000, leur valeur avait augmenté de 53 %, la plus forte hausse depuis les années 1970.

Les perspectives d'emploi hors ferme pour les agriculteurs ont semblé s'améliorer de façon marquée au cours des dernières années. De 1998 à 2000, l'emploi principal a progressé dans le transport (+11 %), la fabrication (+12 %), le commerce (+11 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+9 %) et l'enseignement (+4 %). Il s'agit des principales branches d'activité dans lesquelles les exploitants agricoles et leur conjoint peuvent faire valoir leurs compétences.

Les conjoints et les enfants des agriculteurs se sont également dirigés vers le travail hors ferme. Par conséquent, le nombre de personnes dont l'emploi principal est lié à l'agriculture par ménage agricole a reculé. En 1998, pour chaque 100 ménages agricoles, on comptait 143 personnes dont l'emploi principal consistait à travailler dans une ferme. En 2001, ce nombre s'établissait à 131.

La majeure partie de cette baisse est attribuable au fait que moins de conjoints combinent leurs efforts pour exploiter la ferme. En 1998, près de 36 % des agriculteurs avaient un conjoint travaillant aussi dans le secteur agricole. Cette proportion a diminué pour se fixer à seulement 27 % en 2001. Parallèlement, le pourcentage d'agriculteurs dont le conjoint occupait un emploi principal hors ferme est passé de 22 % à 24 %.

L'influence positive d'une forte économie attirant des personnes vers le travail hors ferme ne peut à elle seule expliquer le déclin de l'emploi agricole. En fait, l'économie et le marché du travail ont ralenti de façon marquée en 2001, alors que l'emploi agricole a poursuivi son recul, bien qu'à un rythme plus lent comparativement à 2000.

Les bénéfices agricoles n'ont pas crû depuis 1996. Les frais d'exploitation agricoles ont atteint des sommets sans précédent en 2000, contrebalançant les modestes hausses des recettes monétaires. Par conséquent, le revenu agricole net s'est chiffré à 2,6 milliards de dollars en 2000 (après correction en fonction de l'inflation), soit à peu près le niveau des trois années antérieures et un chiffre nettement en deçà du sommet de 11,1 milliards de dollars atteint en 1975.

Enfin, les agriculteurs forment un groupe de travailleurs relativement âgés, et certains quitteront leur profession pour prendre leur retraite. L'âge médian de la retraite en agriculture est 66 ans. Même s'il s'agit d'un âge beaucoup plus avancé que l'âge médian global de la retraite (62 ans), une proportion nettement plus élevée d'agriculteurs approchent ou ont dépassé l'âge normal de la retraite. En 2001, 15 % des exploitants agricoles étaient à 5 ans de l'âge médian de la retraite ou étaient plus âgés (61 ans ou plus). Dans l'ensemble de la population canadienne qui travaillait, 8 % étaient à 5 ans de l'âge médian global de la retraite ou étaient plus âgés (57 ans ou plus).

L'article intitulé «Exode des agriculteurs» est offert dans le numéro en ligne de février 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective* (75-001-XIF, 5 $ / 48 $). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325, Division de la statistique du travail. □

Emploi principal en agriculture

	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001	1998 à 2001	1998 à 2001
	données désaisonnalisées					
	en milliers				var. en milliers	var. en %
Canada	**424,7**	**400,2**	**348,2**	**312,7**	**-112,0**	**-26,4**
Terre-Neuve-et-Labrador	1,0	1,1	1,6	0,5	-0,5	-50,0
Île-du-Prince-Édouard	4,3	4,4	4,2	4,5	0,2	4,7
Nouvelle-Écosse	6,5	7,7	7,6	7,2	0,7	10,8
Nouveau-Brunswick	5,5	6,5	6,7	4,5	-1,0	-18,2
Québec	64,5	64,2	59,2	61,3	-3,2	-5,0
Ontario	112,2	110,3	91,3	76,9	-35,3	-31,5
Manitoba	38,6	35,8	29,4	30,4	-8,2	-21,2
Saskatchewan	72,6	69,0	55,3	46,3	-26,3	-36,2
Alberta	91,4	75,0	65,0	57,0	-34,4	-37,6
Colombie-Britannique	26,9	26,4	28,4	25,1	-1,8	-6,7

■

Livraisons des principales céréales

Janvier 2002

Les données de janvier sur les livraisons des principales céréales sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: tableau 001-0001.

Le numéro de janvier 2002 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 11 $ / 112 $; 22-007-XPB, 15 $ / 149 $) paraîtra en avril. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat - revue hebdomadaire, 22 février 2002
Numéro au catalogue: 11-002-XIF (3$/109$).

Infomat - revue hebdomadaire, 22 février 2002
Numéro au catalogue: 11-002-XPF (4$/145$).

L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984 à 1999
Numéro au catalogue: 11F0019MIF01187 (gratuit).

Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel, septembre 2001, vol. 53, n° 9
Numéro au catalogue: 26-006-XPB (19$/186$).

Produits pétroliers raffinés, septembre 2001, vol. 56, n° 9
Numéro au catalogue: 45-004-XIB (16$/155$).

Produits pétroliers raffinés, septembre 2001, vol. 56, n° 9
Numéro au catalogue: 45-004-XPB (21$/206$).

Revue chronologique de la population active, 2001
Numéro au catalogue: 71F0004XCB (195$).

L'emploi et le revenu en perspective, février 2002, vol. 3, n° 2
Numéro au catalogue: 75-001-XIF (5$/48$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

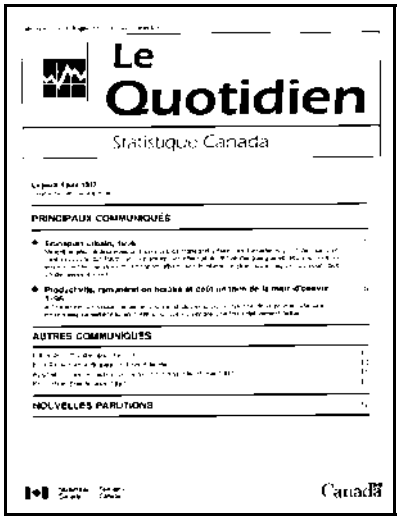
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes ($).*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le
Quotidien
Statistique Canada

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

AUTRES COMMUNIQUÉS

NOUVELLES PARUTIONS

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve, Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick
Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2e étage, boîte 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538
Courriel: atlantic.info@statcan.ca

Québec et Nunavut
Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350
Courriel: infostcmontreal@statcan.ca

Région de la Capitale nationale
Services-conseils
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116
Télécopieur: (613) 951-0581
Courriel: infostats@statcan.ca

Ontario
Services-conseils
Statistique Canada
10e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba
Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9

Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543
Courriel: statswpg@solutions.net

Saskatchewan
Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403
Courriel: statcan@sk.sympatico.ca

Alberta et Territoires du Nord-Ouest
Services-conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, pièce 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alb.)
T5J 4J3

Appel local: (780) 495-3027
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (780) 495-5318
Courriel: Sabrina.Pond@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon
Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis): 1 800 263-1136
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis): 1 800 267-6677
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis): 1 877 287-4369
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants: 1 800 363-7629

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 25 FÉVRIER AU 1ER MARS

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
25	**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**	Décembre 2001
25	**Recettes monétaires agricoles**	2001
26	**Compte des voyages internationaux**	Quatrième trimestre de 2001
26	**Caractéristiques des voyageurs internationaux**	Troisième trimestre de 2001
27	**Indices des prix des produits industriels et des matières brutes**	Janvier 2002
27	**Statistiques financières trimestrielles des entreprises**	Quatrième trimestre de 2001
27	**Emploi, rémunération et heures de travail**	Décembre 2001
27	**Investissements privés et publics**	2002 (perspectives)
28	**Produit intérieur brut réel par industrie**	Decembre 2001 et année 2001
28	**Comptes économiques et financiers nationaux**	Octobre à décembre 2001
28	**Balance des paiements internationaux**	Octobre à décembre 2001
1	**L'importance de l'investissement dans les technologies de l'information et des communications**	1981 à 2000